

(N° 300)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MAI 1923.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 10 août 1920 relatives à la rémunération des miliciens, des volontaires de carrière et des rengagés.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La rémunération en matière de milice a été abolie par les deux lois du 10 août 1920 visant l'une les miliciens, l'autre les volontaires de carrière et les rengagés.

Aux termes de l'article 1^{er} de ces lois, restent toutefois en vigueur les dispositions des lois antérieures relatives aux sommes déposées à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et acquises aux intéressés.

Parmi ces dispositions se trouve la suivante (chapitre VI de la loi du 21 mars 1902) :

« Les militaires qui reçoivent une indemnité en vertu des articles 1^{er} et 2 sont affiliés à la Caisse de Retraite sous la garantie de l'État. Le versement destiné à leur assurer une pension est prélevé sur leur indemnité et déterminé par arrêté royal; il ne peut être supérieur à 15 francs par an; ce versement donne droit aux primes annuelles d'encouragement accordées par la loi du 10 mai 1900 concernant les pensions de vieillesse. »

Pour l'application de cette disposition, l'année a été considérée du point de vue militaire, c'est-à-dire du 1^{er} octobre — qui était avant les hostilités la date habituelle d'entrée sous les armes — jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

Par suite des perturbations amenées par la guerre dans les services administratifs, les indemnités de milice à verser au profit des militaires à la Caisse d'Épargne pour les années 1913-1914 à 1918-1919 n'ont pu l'être qu'à la fin de l'année dernière; de sorte que le dépôt à la Caisse de Retraite.

H

des 15 francs à prélever annuellement sur ces indemnités est resté forcément en souffrance.

En supprimant la rémunération, le législateur a, par le fait, abandonné le système de la loi de 1902 qui était de constituer une pension de vieillesse aux militaires rémunérés.

La question se pose donc de savoir s'il y a lieu de continuer à opérer des prélèvements, en vue de cette pension, sur les indemnités afférentes à la période 1913-1919, ou s'il ne conviendrait pas plutôt de remettre aux intéressés l'entière de leur avoir pour leur permettre d'en disposer à leur gré.

Ces prélèvements, par leur modicité, ne peuvent évidemment suffire par eux-mêmes à la constitution d'une pension digne de ce nom; en les prescrivant, le législateur de 1902 se proposait surtout de propager l'idée, d'amener les militaires à parfaire la pension par des versements personnels. Or, l'expérience a démontré que, sous ce rapport, la pensée du législateur n'a pas rencontré la faveur des intéressés, rares étant ceux qui ont effectué des versements soit par eux-mêmes, soit par l'entremise de sociétés mutualistes. Aussi peut-on affirmer, sans risque d'erreur, que l'énorme majorité d'entre eux préféreraient toucher dès maintenant, surtout par ces temps de cherté de vie, le montant des prélèvements prévus par la loi plutôt que d'entrevoir, pour l'âge de 55 ans, la très modeste rente que leur procurerait le versement de ces prélèvements à la Caisse de Retraite.

Il est à remarquer d'ailleurs que, dans un très grand nombre de cas, les versements auront été faits en vain, l'article 3 de l'arrêté royal du 31 décembre 1920 stipulant que les rentes d'un montant annuel inférieur à 60 francs ne seront pas servies.

Dans cette conjoncture, le Gouvernement vous propose, Messieurs, l'abrogation, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1913, du chapitre VI de la loi du 21 mars 1902; mais il est entendu que les militaires qui, désireux de continuer l'œuvre de prévoyance commencée, verseraient eux-mêmes à la Caisse de Retraite pour la période 1913 à 1919 les 15 francs par an prémentionnés, jouiraient, comme par le passé, du bénéfice de la prime d'encouragement.

Outre que la mesure ne pourrait soulever aucune critique justifiée, qu'elle répondrait plutôt au désir de la grande masse des intéressés, elle contribuerait, dans une mesure appréciable, à la suppression rapide du Service de la rémunération dépendant du Département des Finances et ferait réaliser ainsi une économie sérieuse.

* * *

Deux autres dispositions légales contrarient également la prompte liquidation du Service en question : ce sont l'article 7 de la loi du 10 août 1920 concernant les miliciens et l'article 10 de la loi du même jour relative aux volontaires de carrière et aux rengagés.

D'après ces dispositions, les miliciens des classes de 1912 et antérieures, les volontaires de carrière et les rengagés déchus des droits aux sommes déposées en leur nom à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite pour les services

accomplis antérieurement à leur désertion et qui ont participé à la campagne 1914-1918 sont relevés de cette déchéance.

Il en résulte que tous les comptes d'épargne indistinctement ne sont pas remboursables; restent, en effet, frappés de déchéance, les comptes des militaires qui, déserteurs au moment de la guerre, n'ont point participé à celle-ci.

Pour des raisons multiples occasionnées par la guerre (perte d'archives, passage d'unités entières d'un corps à un autre corps, etc.), l'autorité militaire se trouve dans l'impossibilité d'établir une liste exacte et complète des militaires qui se trouvent dans cette situation.

De là découle qu'aucun remboursement ne peut être effectué sans l'autorisation de l'Administration des finances, qui doit s'assurer, au préalable, de la situation de chaque homme au point de vue militaire.

Étant donné qu'il reste environ 75,000 comptes à liquider, vous vous rendrez aisément compte, Messieurs, de ce que pareil système, s'il était maintenu, engendrerait de travail.

Pour permettre à la Caisse d'Épargne de rembourser dorénavant tous les comptes d'office, sans l'intervention de l'Administration des finances, il vous est proposé de décider que « sont remboursables de droit toutes les sommes déposées à cette institution du chef de la rémunération en matière de milice ».

Les déserteurs pouvant bénéficier de cette disposition seront très peu nombreux et il est permis de croire, au surplus, que si cet avantage ne leur est pas accordé à présent il le sera tôt ou tard, à la faveur d'une loi d'amnistie, ainsi que cela s'est produit maintes fois dans le passé.

*
* *

Il importerait enfin, pour clôturer définitivement la liquidation du Service de la rémunération, qu'un délai fût fixé quant à la recevabilité des réclamations tendant :

1° A la revision des comptes d'épargne des militaires pour cause d'insuffisance des sommes y mentionnées ;

2° Au paiement des indemnités énoncées à l'article 4 du projet de loi.

Le délai en question pourrait, semble-t-il, être raisonnablement fixé à six mois à compter du lendemain de la publication de la loi projetée.

D'ici à l'expiration du terme, l'Administration des finances s'emploierait à provoquer la liquidation des comptes litigieux. Au surplus, par un avis au *Moniteur* et que les journaux seraient invités à reproduire, elle indiquerait aux intéressés le moyen pratique d'introduire leur demande visant l'une ou l'autre des dispositions du projet de loi.

Un exemplaire de cet avis, accompagné du texte des nouvelles dispositions légales, serait en outre adressé à toutes les administrations communales du Royaume et à nos agents consulaires à l'étranger.

Toutes mesures étant ainsi prises pour ne léser aucun intérêt, le Gouverne-

ment formule l'espoir, Messieurs, que les dispositions qu'il vous soumet recevront votre entière approbation. Elles suppriment rationnellement les vestiges d'une législation périmée et apportent la possibilité de licencier à bref délai toute une direction de la Trésorerie.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale,
ALBERT DEVÈZE.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,
PAUL BERRYER.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,
R. MOYERSOEN.

(N^o 300)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MEI 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen der wetten van 10 Augustus 1920 betreffende de vergelding der miliciens, der beroepsvrijwilligers en der wederdienstnemenden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De vergelding in zake militie werd afgeschaft door de beide wetten van 10 Augustus 1920 waarvan de eene de miliciens beoogde, de andere de beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemenden.

Naar luid van artikel 1 dezer wetten, blijven de bepalingen der vorige wetten nopens de ter Algemeene Spaar- en Lijfrentkas neergelegde en aan de belanghebbers verworven sommen nochtans van kracht.

Onder deze bepalingen bevindt zich de volgende (hoofdstuk VI der wet van 21 Maart 1902) :

« De soldaten die, op grond van de artikelen 1 en 2, eene vergelding ontvangen, zijn aangesloten bij de Lijfrentkas onder den waarborg van den Staat. De storting, welke hun een pensioen moet verzekeren, wordt genomen op hunne vergelding en bij koninklijk besluit bepaald; zij mag niet hooger zijn dan 15 frank per jaar; deze storting geeft recht op de jaarlijksche aanmoedigingspremiën, verleend bij de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen ».

Voor de toepassing dezer bepaling werd het jaar van militair standpunt beschouwd, 't is te zeggen van 1 October — die vóór den oorlog de gewone datum van het onder-de-wapens-treden was — tot 30 September van het volgende jaar.

Ten gevolge van de door den oorlog in de bestuurlijke diensten veroorzaakte stoornis, konden de militievergoedingen die, voor de jaren 1913-1914 tot 1918-1919, ten bate der militairen ter Spaarkas moesten gestort worden, pas op het

einde van het vorig jaar gestort worden; zoodat de inlegging ter Lijfrentkas der jaarlijks van de vergoedingen vooraf te nemen 15 frank noodzakelijkerwijze uitgebleven is. Door de vergelding af te schaffen heeft de wetgever, *ipso facto*, het stelsel der wet van 1902 prijsgegeven, dat bestond in het vestigen van een ouderdomspensioen ten bate der bezoldigde militairen.

De vraag rijst of er grond bestaat om, met het oog op dit pensioen, voort te gaan met voorafnemingen te doen op de vergoedingen in verband met het tijdperk 1913-1919, dan wel aan de belanghebbenden de algeheelheid van hun tegoed terug te geven opdat zij er vrijelijk kunnen over beschikken.

Het behoeft geen betoog dat deze voorafnemingen, uit hoofde hunner geringheid, ontoereikend zijn om op zich zelf een pensioen, dat dezen naam waardig is, te vestigen; door ze voor te schrijven stelde de wetgever van 1902 zich voornamelijk ten doel de gedachte ingang te doen vinden, de militairen er toe te bewegen hun pensioen door persoonlijke stortingen aan te vullen. Welnu, de ondervinding heeft geleerd dat, in dit opzicht, de bedoeling van den wetgever bij de belanghebbenden geen bijval gevonden heeft, daar diegenen zeldzaam zijn die, hetzij uit eigen beweging, hetzij door tussenkomst van maatschappijen van onderlingen bijstand stortingen gedaan hebben. Ook mag, zonder vergissing mogelijk, verzekerd worden dat de overgrootste meerderheid onder hen, vooral gezien de levensduurte, verkiezen zou het bedrag der bij de wet voorziene voorafnemingen van nu af aan te trekken, eerder dan het vooruitzicht te hebben, op 55 jarigen leeftijd, de schamele rente te genieten, welke hun de storting ter Lijfrentkas dezer voorafnemingen bezorgen zou.

Trouwens dient opgemerkt dat, in menig geval, de stortingen te vergeefs zouden gedaan geweest zijn, daar artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 December 1920 bepaalt, dat de renten waarvan het bedrag geen 60 frank bereikt niet betaald worden.

Op grond van deze omstandigheden stelt de Regeering U voor, Mijne Heeren, hoofdstuk VI der wet van 21 Maart 1902, met terugwerkende kracht tot 1 October 1913, in te trekken; wel is verstaan, echter, dat de militairen die verlangen mochten het begonnen voorzieningswerk voort te zetten en daartoe, voor het tijdperk van 1913 tot 1919, vorenvermelde 15 frank 's jaars zelf ter Lijfrentkas zouden storten, zooals voorheen, de aanmoedigingspremie zouden genieten.

Behalve dat deze maatregel voor geene gegronde critiek vatbaar zou zijn en aan den wensch van het overgroot deel der belanghebbenden te gemoet komen, zou hij, in merkbare mate, bijdragen tot de snelle afschaffing van den van het Departement van Financiën afhangenden Dienst der vergelding en aldus eene flinke bezuiniging verwezenlijken.

*
* *

Twée andere wettelijke bepalingen dwarsboomen eveneens de spoedige opruiming van bewusten Dienst, te weten : artikel 7 der wet van 10 Augustus 1920 betreffende de miliciens en artikel 10 der wet van zelfden datum aangaande de beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemenden.

Volgens deze bepalingen worden de miliciens der klassen 1912 en vroegere,

de beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemenden, die hunne rechten op de in hunnen naam ter Spaar- en Lijfrentekas neergelegde sommen voor de diensten, vóór hunne desertie afgelegd, verbeurd hebben, en die deelgenomen hebben aan den veldtocht 1914-1918 van deze verbeurte opgeheven.

Daaruit volgt dat al de spaarrekeningen zonder onderscheid niet terugbetaalbaar zijn; blijven, inderdaad, met verbeurte geslagen, de rekeningen der militairen die, deserteur zijnde bij het uitbreken van den oorlog, aan dezen niet deelgenomen hebben.

Om menige, door den oorlog veroorzaakte redenen (verlies van archief, overgang van gansche eenheden van het eene korps naar het andere, enz.), is het aan de militaire overheid onmogelijk eene juiste en volledige lijst op te maken van de militairen die zich in dien toestand bevinden.

Daaruit vloeit voort dat geen enkele terugbetaling mag gedaan worden zonder toelating van het Beheer van Financiën, hetwelk zich, vooraf, van den toestand van elken man uit militair opzicht moet vergewissen.

Daar er nog ongeveer 75,000 rekeningen te vereffenen blijven, kunt gij U gemakkelijk rekenschap geven, Mijne Heeren, van het werk dat dit stelsel, moest het in stand blijven, nog veroorzaken zou.

Om de Spaarkas toe te laten voortaan al de rekeningen ambtshalve, zonder tussenkomst van het Beheer van Financiën, terug te betalen, wordt U voorgesteld te beslissen dat « al de sommen bij deze inrichting uit hoofde der vergelding in zake militie neergelegd, van rechtswege terugbetaalbaar zijn ».

Slechts heel weinig deserteurs zullen van deze bepaling genieten; men mag overigens aannemen dat, zoo dit voordeel hun nu niet verleend wordt, het hun vroeg of laat, ten gunste van eene amnestiewet zal toegestaan worden, zooals zulks zich vroeger menigmaal voorgedaan heeft.

* * *

Opdat de Dienst der Vergelding voor goed kunne opgeruimd worden, is het ten slotte van belang, dat een tijdsbestek vastgesteld worde wat betreft de ontvankelijkheid der bezwaarschriften tot :

1° Herziening der spaarrekeningen der militairen wegens ontoereikendheid der daarop vermelde sommen;

2° Betaling der in artikel 4 van het wetsontwerp opgesomde vergoedingen.

Het tijdsbestek waarvan sprake zou, onzes dunkens, redelijkerwijze kunnen bepaald worden op zes maand te rekenen van den dag volgende op de bekendmaking van de voorgestelde wet.

Tot na het verstrijken van den termijn zou het Beheer van Financiën zich beijveren de vereffening der betwiste rekeningen uit te lokken. Overigens zou het Beheer, door een bericht in den *Moniteur* en dat de pers zou uitgenoodigd worden over te nemen, aan de belanghebbenden het practisch middel aanduiden om hunne aanvraag met het oog op deze of gene bepaling van het wetsontwerp in te dienen.

Een exemplaar van dit bericht, vergezeld van den tekst der nieuwe wetsbepalingen, zou daarenboven aan al de gemeentebesturen des Rijks en aan onze consulaire agenten in het buitenland gezonden worden.

Daar alle maatregelen dus getroffen zijn om geen enkel belang te krenken, drukt de Regeering de hoop uit, Mijne Heeren, dat de bepalingen welke zij U voorlegt uwe geheele goedkeuring zullen wegdragen. Op redematige wijze heffen zij de overblijfselen eener vervallen wetgeving op en doen de mogelijkheid aan de hand om eerlang een gansch bestuur van de Schatkist af te danken.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,
en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

ANNEXE AU N° 300.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 10 août 1920 relatives à la rémunération des miliciens, des volontaires de carrière et des rengagés.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, de nos Ministres de la Défense Nationale, de l'Intérieur et de l'Hygiène et de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et Nos Ministres de la Défense Nationale, de l'Intérieur et de l'Hygiène et de l'Industrie et du Travail sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont abrogées, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1913, les dispositions du chapitre VI de la loi du 21 mars 1902 relatives au versement à la Caisse de Retraite, au nom des militaires rémunérés, d'un prélèvement maximum de 15 francs par an à opérer sur les

BIJLAGE VAN N° 300.

Ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen der wetten van 10 Augustus 1920 betreffende de vergelding der miliciens, der beroepsvrijwilligers en der weder-dienstnemenden.

ALBERT,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, van Onze Ministers van Landsverdediging, van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, en Onze Ministers van Landsverdediging, van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en van Nijverheid en Arbeid zijn gelast het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers in te dienen :

EERSTE ARTIKEL.

Worden ingetrokken, met terugwerkende kracht van 1 October 1913 af, de bepalingen van hoofdstuk VI der wet van 21 Maart 1902 betreffende de storting ter Lijfrentkas, op naam van de bezoldigde militairen, van eene som van ten hoogste 15 frank per jaar vooraf

sommes déposées à leur profit à la Caisse d'Épargne du chef de leurs services à l'armée.

Toutefois, les intéressés qui, pour la période de 1913 à 1919, verseront eux-mêmes à la Caisse de Retraite les 15 francs par an susvisés, bénéficieront des primes d'encouragement accordées par la loi concernant les pensions de vieillesse, à la condition que ce versement soit effectué dans le courant de la présente année.

ART. 2.

Toutes les sommes versées à la Caisse d'épargne du chef des services des volontaires de carrière, des rengagés et des miliciens des classes de 1875 et suivantes, sont remboursables de droit.

ART. 3.

Les militaires et anciens militaires qui estiment que les sommes versées à leur profit à la Caisse d'Épargne du chef de leurs services ne correspondent pas à celles auxquelles ils ont réellement droit, doivent adresser une réclamation au Ministre des Finances dans le délai de six mois à compter du lendemain de la publication de la présente loi.

Passé ce délai, aucune réclamation ne pourra plus être admise.

ART. 4.

Doivent également, sous peine de forclusion, être présentées au Ministre des Finances dans le délai fixé à l'article 3 ci-dessus, les demandes tendant au paiement :

1° De l'indemnité due, en vertu de l'article 5 de la loi du 10 août 1920, à

te nemen van de te hunnen bate, uit hoofde van hunne diensten bij het leger, ter Spaarkas neergelegde sommen.

Nochtans genieten de belanghebbenden die, voor het tijdperk van 1913 tot 1919, de hoogervermelde 15 frank 's jaars zelf ter Lijfrentkas storten, de bij de wet op de ouderdomspensioenen verleende aanmoedigingspremiën, op voorwaarde dat deze storting nog in den loop van dit jaar geschiede.

ART. 2.

Al de sommen ter Spaarkas gestort uit hoofde van de diensten der beroeps-vrijwilligers, der wederdienstnemenden en der miliciens der klassen 1875 en volgende, zijn van rechtswege terugbetaalbaar.

ART. 3.

De militairen en oud-militairen die achten dat de, ter zake van hunne diensten, te hunnen bate ter Spaarkas gestorte sommen niet overeenstemmen met deze waarop zij werkelijk recht hebben, moeten, binnen de zes maand te rekenen van den dag volgende op de bekendmaking dezer wet, tot den Minister van Financiën een bezwaarschrift richten.

Na dit tijdsbestek kan geen bezwaarschrift nog aangenomen worden.

ART. 4.

Moeten insgelijks, op straf van verval, binnen het bij voorgaand artikel 3 bepaald tijdsbestek, bij den Minister van Financiën worden ingediend, de aanvragen om betaling :

1° Van de vergoeding verschuldigd, krachtens artikel 5 der wet van 10 Au-

la famille des volontaires de carrière et des rengagés décédés ou disparus au cours de la campagne;

2^o De l'indemnité dont il est fait mention à l'article 10, 2^e alinéa, de la dite loi du 10 août 1920, pour la durée des services accomplis, postérieurement à leur rentrée de désertion, par les volontaires de carrière et les rengagés qui, déserteurs au moment de la guerre, ont participé à celle-ci;

3^o De l'indemnité à verser à la Caisse d'Épargne par application du 8^o de l'article 4 de l'arrêté royal du 31 août 1920, au profit des volontaires de carrière non rengagés présents sous les armes le 1^{er} août 1914 sans y avoir été rappelés et qui étaient célibataires, veufs ou divorcés sans enfant et, en même temps, orphelins sans ascendants ou abandonnés par leurs parents et ascendants.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 1923.

gustus 1920, aan de familie van de tijdens den veldtocht gestorven of vermiste beroepsvrijwilligers of wederdienstnemenden;

2^o Van de vergoeding waarvan melding wordt gemaakt in artikel 10, 2^e lid, van genoemde wet van 10 Augustus 1920, voor den duur der diensten, na hunne terugkomst van desertie, verricht door de beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemenden die, deserteurs bij het uitbreken van den oorlog, aan dezen deelgenomen hebben;

3^o Van de vergoeding ter Spaarkas te storten, bij toepassing van 8^o van artikel 4 van het Koninklijk besluit van 31 Augustus 1920, ten bate van de niet opnieuwdienende beroepsvrijwilligers, die den 1^{en} Augustus 1914 onder de wapens waren zonder daartoe heropgeroepen geweest te zijn en die ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden zonder kind waren en, terzeldertijd, ouderloos zonder verwanten in de opgaande lijn of door hunne ouders of verwanten in de opgaande lijn verlaten waren.

Gegeven te Brussel, den 22^{en} Mei 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

ALBERT DEVÈZE.

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

PAUL BERRYER.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

R. MOYERSOEN.